

APRES LA RGPP DE DROITE, LA RIGUEUR DE GAUCHE !



Nous commençons à peine à y voir un peu plus clair dans les intentions gouvernementales en matière de politique culturelle. La baisse de la TVA sur le livre et le spectacle vivant à 5,5 %, que nous avons réclamée, va dans le sens d'une plus grande démocratisation culturelle. L'adoption fin 2012 d'une loi relative à l'audiovisuel qui permettra de restaurer **certaines principes** quant aux modalités de désignation des présidents de l'audiovisuel public devra être jugée sur pièces.

Les déclarations d'intention d'Aurélie Filippetti, notre nouvelle ministre, que ce soit en faveur de l'archéologie (redevance d'archéologie préventive atteignant un rendement compatible avec les besoins, rédaction d'un livre blanc de l'archéologie préventive,...) ou des DRAC (rouage essentiel dans les territoires, nécessités de stabiliser leurs effectifs) sont, à priori, les bienvenues.

Mais nous savons qu'il y a loin du discours à la réalité quotidienne que nous vivions. Nous avons d'ailleurs pu vérifier que le MCC pesait bien peu de choses face à Bercy¹. Force est de constater que les dernières annonces gouvernementales, si elles devaient être appliquées dans le domaine de la culture en général et dans notre ministère en particulier sont dans la droite ligne de cinq années de politique sarkozyste.

François Hollande avait annoncé, haut et fort, qu'il tournait le dos à la RGPP à la sauce Fillon. Effectivement, avec son premier ministre, il est en passe de l'aggraver considérablement pour l'ensemble des ministères non jugés prioritaires. Il reviendra à Aurélie Filippetti de nous indiquer lors du CTM du 10 juillet, qui s'annonce crucial pour l'avenir du MCC, si ce dernier en fait partie.

Alors que la loi de finances 2012 votée sous le gouvernement de François Fillon a prévu d'amputer le MCC de 92 ETP supplémentaires, la ministre devra nous indiquer si le MCC et ses opérateurs seront concernés par de nouvelles suppressions de postes à hauteur de 2,5 % par an jusqu'en 2015. Ce qui équivaldrait à la destruction de centaines d'emplois via le non-remplacement d'au moins deux départs en retraite sur trois. Ce qui serait nier la réalité des services et les conséquences désastreuses pour les agents tout en diminuant les services rendus aux usager-es. Dans l'affirmative, elle devra nous indiquer qui seront les plus impactés parmi les services centraux, les DRAC ou les opérateurs publics. Ce sera également l'occasion de nous informer sur les pistes qui permettront d'en finir avec la précarité récurrente qui gangrène notre ministère et touche aussi bien les non titulaires que les salarié-es des entreprises sous-traitantes, dans le nettoyage² et le gardiennage en particulier.

¹ Si l'on en croit *Le Canard Enchaîné* de ce mercredi, Aurélie Filippetti aurait réclamé 750 emplois dans les 3 ans à venir soit une augmentation de 12% de son budget. Demande considérée par le ministre de l'économie comme « pas sérieuse et extravagante ».

En plus de ces destructions d'emploi, Aurélie Filippetti devra nous confirmer si elle compte réduire de nouveau³ les crédits de fonctionnement à hauteur de 7% en 2013, 4% en 2014 et en 2015, si des réductions de même ampleur toucheront les dépenses d'intervention et d'investissement, y compris pour les opérateurs et associations qui verront leurs aides et subventions fortement amputées

Alors que les DRAC viennent de plancher devant le Conseil des Collectivités Territoriales pour le Développement Culturel, la ministre devra également lever les doutes et les incertitudes qu'entraînent les perspectives d'une nouvelle étape de la décentralisation. Quelle compétence culturelle partagée en matière culturelle avec les collectivités locales, quelles seront les missions que les DRAC sont appelées à transférer⁴, quel sera l'impact sur les personnels.

Comme l'ensemble de leurs collègues de la fonction publique, les agents du MCC, en plus de conditions de travail dégradées, vont devoir se serrer toujours plus la ceinture : poursuite pour la troisième année consécutive du gel du point d'indice et donc stagnation de nos salaires malgré l'inflation, réduction de moitié des crédits réservés aux mesures catégorielles, attaques contre notre pouvoir d'achat qui devraient être aggravées par la hausse de la CSG en 2013.

C'en est donc déjà fini de la rupture promise avec la seule logique comptable de l'ère Sarkozy que nous n'avons cessé de dénoncer. Avec encore plus de force que sous le gouvernement Fillon, le gouvernement Ayrault a, lui aussi, opté pour l'application aveugle d'objectifs chiffrés destructeurs des services publics, **se pliant ainsi aux demandes des marchés financiers et des institutions internationales libérales.**

C'est sa façon de répondre aux attentes sociales, de justice et de démocratie que la population a exprimé ces dernières semaines.

C'est pourquoi, SUD Culture Solidaires, avec Solidaires Fonction Publique, appellera à la mobilisation de toutes et tous afin d'obtenir satisfaction sur nos légitimes exigences et maintiendra la pression pour la défense de nos revendications, **pour des créations d'emplois de titulaires, pour la lutte contre la précarité, pour la réintégration des activités sous-traités, pour la défense et l'amélioration des missions de service public, pour un financement public suffisant (au lieu d'un appel aux fonds privés), etc.**

**SUD Culture Solidaires,
le 6 juillet 2012**

2 Les grèves récentes du nettoyage à Universcience ou au Louvre nous démontrent du peu de cas qu'il est fait de ces salarié-es.

3 Le gel à minima de 6% des crédits de fonctionnement vient d'être confirmé pour 2012.

4 On cite les licences d'entrepreneurs de spectacle, les villes d'art et histoire, les journées du patrimoine.